

Large soutien des votants à un mandat de négociation pour des accords bilatéraux III

Selon une enquête représentative, les avis favorables à la voie bilatérale sont à leur plus haut niveau

Le moment est venu de s'atteler aux accords bilatéraux III: plus des deux tiers des votants sont favorables à un mandat de négociation pour développer la voie bilatérale avec l'UE. Et ils sont plus de 70% à approuver le contenu du paquet d'accords bilatéraux III. C'est ce que montre une nouvelle enquête représentative réalisée par gfs.bern pour le compte d'economiesuisse, de l'Union patronale suisse (UPS), d'Interpharma, de l'Association suisse des banquiers (ASB) et de Swissmem.



À la demande des milieux économiques, l'institut de sondage gfs.bern a mené une enquête auprès des votants sur les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE ainsi que sur le développement prévu de la voie bilatérale (ou les accords bilatéraux III). Il en ressort que la voie bilatérale est très largement soutenue.

Une vision positive des accords bilatéraux

Interrogés sur l'Europe, les votants ont mis en avant les avantages d'une relation bonne et stable avec l'UE et clairement exprimé le souhait de poursuivre le développement de cette coopération. Actuellement, plus de deux tiers des Suisses jugent les accords bilatéraux avec l'UE avantageux. Le soutien a nettement progressé et atteint, avec 68%, un nouveau record depuis 2015.

Un soutien clair en faveur d'un mandat de négociation pour des accords bilatéraux III

Les votants souhaitent que la Suisse consolide et développe ses relations avec l'UE. Selon l'enquête, ils sont 68% à soutenir un mandat de négociation sur la base des entretiens exploratoires relatifs aux accords bilatéraux III. Une majorité nette de 71% des votants est d'accord avec le contenu du paquet d'accords bilatéraux III.

Le principal argument en faveur des nouveaux accords bilatéraux est la volonté de franchir une étape supplémentaire pour une relation sûre et stable avec l'UE. Parmi les éléments des accords bilatéraux III discutés, la réintégration de la Suisse dans les programmes-cadre de recherche et d'innovation de l'UE fait l'objet d'un soutien quasi unanime. Les éléments suivants bénéficient également d'un très large soutien: une adaptation des mesures d'accompagnement préservant le niveau de protection actuel des salaires, l'actualisation de la réglementation sur les prescriptions relatives aux produits, un accord sur l'électricité avec l'UE et la possibilité d'une reprise dynamique du droit. En outre, la création d'un mécanisme de règlement des différends avec un tribunal d'arbitrage paritaire est clairement soutenue. Enfin, la reprise partielle de la directive sur la citoyenneté européenne, qui permettrait à des citoyens de l'UE disposant d'un contrat de travail d'obtenir des prestations sociales, polarise l'électorat, même si une courte majorité de votants, 53%, l'accepterait tout de même.

Le moment est venu de négocier

Les milieux économiques se réjouissent du large soutien en faveur de la poursuite du développement de la voie bilatérale. Les votants expriment clairement le souhait d'une actualisation et d'une stabilisation de la collaboration avec l'UE, afin que la place économique suisse puisse également disposer de conditions-cadre de qualité à l'avenir. Selon eux, les accords bilatéraux III visés par le Conseil fédéral sont le bon moyen de développer les relations avec l'UE.

«Plus de 70% des électeurs au total soutiennent un nouveau paquet d'accords bilatéraux III. Il est particulièrement réjouissant de constater qu'il existe actuellement une majorité en faveur des accords bilatéraux III dans tous les camps politiques. C'est encourageant pour l'avenir.»

Monika Rühl, présidente de la direction d'économiesuisse

«Si nous souhaitons maintenir l'attrait de la place économique suisse et notre prospérité à leur niveau très élevé, notre pays doit pouvoir embaucher de la main-d'œuvre dans l'Union européenne. Le fait qu'il y ait désormais un mandat de négociation constitue une nouvelle étape importante vers le rétablissement de relations durables et ordonnées avec l'UE.»

Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse (UPS)

«C'est désormais écrit noir sur blanc: les accords bilatéraux bénéficient d'un large soutien. Plus de 70% des votants sont favorables à un tel paquet d'accords. Ce n'est pas surprenant: après les entretiens exploratoires, des solutions avantageuses pour la population et les entreprises suisses sont possibles dans tous les domaines – du programme de recherche Horizon Europe à la sécurité de l'approvisionnement électrique.»

Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem

«Le secteur financier soutient les accords bilatéraux III, raison pour laquelle nous nous félicitons de leur large approbation. Les restrictions croissantes en ce qui concerne l'accès aux marchés de l'UE empêchent les banques de répondre aux besoins des clients de l'UE depuis la Suisse. La création de valeur, les emplois et les recettes fiscales générés par cette gestion clientèle transfrontalière en Suisse en pâtissent. Il est donc nécessaire d'améliorer durablement l'accès au marché. Pour cela, nous avons besoin d'une politique européenne ouverte et constructive.»

Roman Studer, CEO de l'Association suisse des banquiers (ASB)

«Il est réjouissant de constater que plus de deux tiers de la population suisse considère les accords bilatéraux avec l'UE avantageux et que la réintégration de la Suisse dans le programme de recherche de l'UE Horizon Europe est approuvée à l'unanimité ou presque. C'est un engagement clair en faveur d'une recherche et d'un secteur pharmaceutique fort en Suisse. Il y a un large soutien de la politique pour faire avancer rapidement les négociations avec l'UE.»

René Buholzer, directeur et délégué du Comité d'Interpharma

L'enquête a été commandée par economiesuisse, l'Union patronale suisse (UPS), Interpharma, l'Association suisse des banquiers (ASB) et Swissmem. Quelque 1000 votants ont été interrogés entre le 30 octobre et le 15 novembre 2023.

Les résultats détaillés de l'étude sont disponibles dans le [rapport de gfs.berne](#).

Pour toute question :

- Association suisse des banquiers, Dagmar Laub, responsable Communications & Public Affairs, [media\(at\)sba.ch](mailto:media(at)sba.ch)
- economiesuisse, Silvan Lipp, responsable du département Communication, [media\(at\)economiesuisse.ch](mailto:media(at)economiesuisse.ch), 044 421 35 15
- Union patronale suisse, Stefan Heini, responsable secteur Communication, [stefan.heini\(at\)arbeitgeber.ch](mailto:stefan.heini(at)arbeitgeber.ch), 078 790 66 32
- Interpharma, Georg Därendinger, responsable communication, [georg.daerendinger\(at\)interpharma.ch](mailto:georg.daerendinger(at)interpharma.ch), 079 590 98 77
- Swissmem, Ivo Zimmermann, chef de la division Communication, [i.zimmermann\(at\)swissmem.ch](mailto:i.zimmermann(at)swissmem.ch), 044 384 48 50
- gfs.bern, Urs Bieri, co-directeur, [urs.bieri\(at\)gfsbern.ch](mailto:urs.bieri(at)gfsbern.ch), 031 311 62 07

Contact Médias

Vous êtes journaliste ?

Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à vos questions :

+41 58 330 63 35